68\textsuperscript{ème} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE – DEUXIÈME COMMISSION
Point 21 de l’ordre du jour – Culture et développement

New York, le 23 octobre 2013

Intervention de M. François GAVE, Conseiller

— vérifier au prononcé —
Intervention à titre national : Culture et développement

Monsieur le Président,

Je me permets d’intervenir sur le point 21d de l’ordre du jour.

Laissez-moi tout d’abord féliciter le Président qui a proposé l’initiative de lancer un groupe des amis de la culture et du développement.

Pour nous, la culture n’est pas un sujet annexe, périphérique, le privilège de quelques nantis ; elle est au cœur du développement et de la lutte contre la pauvreté ; elle est constitutive de l’une des grandes sources ; et elle facilite la mise en œuvre, comme le souligne très bien l’UNESCO.

Car qu’est-ce au fond que la culture ? C’est tout à la fois l’éducation, la science, la langue, le patrimoine, les médias ; c’est, au fond, tout ce qui fait l’identité d’un peuple, mais aussi ce qui le lie au reste de l’humanité ; c’est ce qui donne un sens et une permanence à son action ; c’est la somme de ses connaissances, la source de sa créativité et de son dynamisme. C’est donc à la fois une valeur et une richesse.

Ainsi, une politique de développement qui veut avoir une certaine envergure, une certaine stabilité, ou qui veut simplement être comprise et soutenue par sa population, doit passer par la culture.

1. Je voudrais en donner quatre exemples ici :
   - En premier lieu, la culture est un facteur de cohésion sociale et de construction d’une paix durable : Reconnaître et promouvoir le respect de la diversité culturelle, dans le cadre d’une approche fondée sur les droits humains, c’est faciliter le dialogue interculturel, prévenir et éviter les conflits ; c’est protéger les droits des groupes vulnérables, créant ainsi des conditions optimales pour la réalisation des objectifs de développement. Soutenir les initiatives multilingues, notamment pour les langues locales, c’est concourir à intégrer des minorités en situation d’exclusion.
   - En second lieu, la culture est un facteur de la construction d’un état de droit : Favoriser l’accès à la culture et à l’information, ainsi qu’à des médias libres et pluralistes, c’est renforcer la liberté d’expression et la promotion des valeurs démocratiques.
   - En troisième lieu, la culture favorise la construction de villes et de territoires durables : Intégrer une dimension culturelle dans des projets d’urbanisation permet la construction de territoires et de villes durables favorisant le partage et la rencontre entre les citoyens. Investir dans la culture et la créativité est un excellent moyen de dynamiser l’économie des villes et de renforcer l’attractivité des territoires. Enfin, il existe un lien intrinsèque entre la préservation de la diversité culturelle et de l’environnement : inclure, en effet, un volet culturel dans des projets de développement environnemental contribue au succès de ces projets en impliquant les bénéficiaires dans la protection de leur territoire.
   - Enfin, la culture représente un énorme potentiel de croissance économique : Le secteur culturel (notamment le tourisme durable, le patrimoine culturel et les industries culturelles et créatives) représente un potentiel économique important pour les pays en développement, et implique les jeunes et les femmes. Le tourisme culturel – lié aux biens matériels et immatériels – représente 40% des recettes touristiques mondiales, tandis que les industries culturelles et créatives représentent 3,4% du PIB mondial. Au-delà, tout développement passe par un système d’instruction large et de qualité, par une recherche de pointe, par l’essor et la diffusion des savoirs.
2- Ce lien entre culture et développement est donc central. C’est d’ailleurs pourquoi mon pays fait de la culture un des axes forts de sa politique de coopération.

Permettez-moi de citer quelques-unes de nos actions récentes à cet égard :

- Le programme « Afrique et Caraïbes en création » soutient depuis 20 ans le développement d’une économie de la culture dans de nombreux pays ;
- Le Fonds de solidarité prioritaire « Solidarité avec la jeunesse des pays du Sud de la Méditerranée » développe des projets de soutien aux médias, au débat d’idées et au français comme langue professionnelle ;
- Le projet « Femmes et nouveaux médias » dans les Territoires palestiniens, soutient le développement et le renforcement du rôle de la femme dans les médias, à travers un accompagnement à la production de contenus et à l’administration d’un blog ;
- Le Fonds de solidarité prioritaire « Solidarités francophones » au Mali comporte un volet patrimonial consacré aux « Banques culturelles », structures gérées par les communautés villageoises liant activités muséales, économiques et sociales.

Monsieur le Président,

3- La culture est l’une des grandes sources d’un développement durable ; elle est l’un des facteurs de lutte contre la pauvreté et l’exclusion ; elle sera donc l’une des conditions du succès de l’agenda post-2015 : il est donc essentiel de lui donner toute sa place.

Je vous remercie.